



COOPÉRATION

La BAD réitère son appui au Congo

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, s'est entretenu le 13 juin, à Abidjan, en Côte d'Ivoire, avec le président de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina, qui a réitéré l'appui financier de son institution au Congo.

« Le plus important pour le président du Congo, c'est l'intégration régionale. Nous avons échangé nos vues sur la Zone de libre échange continentale africaine ; sur l'apport de l'industrialisation et la nécessité de continuer à investir dans les infrastructures d'eau, d'assainissement, du numérique et de transport », a déclaré le président de la BAD à la presse.

Page 16



Denis Sassou N'Guesso et Akinwumi Adesina/DR

DISTRICT DE NGABÉ

Le projet agro-pastoral de Kounzoulou sort de terre



Le projet agro-pastoral initié par l'Eglise kimban-guiste à Kounzoulou, dans le district de Ngabé, département du Pool, a lancé sa saison test avec 58 hectares de production de maïs, arachides, haricot, riz et manioc couplé à des activités d'élevage avec 500 têtes de bétail, notamment de bovins et caprins.

Dans le cadre de sa mise en œuvre, la localité de Kounzoulou a été récemment connectée au réseau de téléphonie mobile et à Internet. Une opération saluée par le maire de la commune de Kintélé, Stella Mensah Sassou N'Guesso, marraine du projet.

Page 3

EVOCATION

Hommage à Sony Labou Tansi

Vingt-huit ans après la disparition de l'écrivain Sony Labou Tansi, la communauté culturelle congolaise lui a rendu, hier à Brazzaville, un hommage placé sur le thème « De Marcel Ntsoni à Sony Labou Tansi ». La cérémonie d'ouverture de cet hommage a été présidée par le directeur de cabinet de la ministre de l'Industrie culturelle, artistique et des Loisirs, Lis Pascal Moussodji. Il a salué, à cette occasion, l'immensité de l'œuvre artistique de l'illustre disparu faite d'une dizaine de romans et récits, de nombreuses pièces de théâtre et de trois recueils de poèmes dont « L'ante-peuple » considéré comme un chef-d'œuvre.

Page 16



EDITORIAL

Sélection

Page 2

FOIRE DU LIVRE DE BRAZZAVILLE

Benoît Moundélé Ngollo à l'honneur

Les éditions ICES, en partenariat avec *Les Dépêches de Brazzaville* et plusieurs autres structures, organisent, du 14 au 18 juin, la première édition de la Foire du livre de Brazzaville réunissant les professionnels du livre, les éditeurs, les écrivains, les chefs d'établissement ainsi que les chercheurs.

Dédié aux grands noms de la littérature congolaise dont le poète et homme politique, Benoît

Moundélé Ngollo, cet événement se veut, d'après le commissaire général de cette édition, Alain Kounzilat, une véritable « semaine culturelle » et « une bibliothèque ambulante », à travers des rencontres entre auteurs culturels. « Nous travaillerons pour que cette manifestation soit organisée chaque année afin de faire vivre le livre au Congo », a-t-il indiqué.

Page 12

ÉDITORIAL

Sélection

Les Diables rouges du Congo avaient pris rendez-vous avec les Aigles du Mali, à Brazzaville, pour leur revanche après la claque 0-4, reçue lors de la première journée, à Bamako. Ils y croient parce que l'expérience a démontré que lorsque les Congolais s'unissent autour d'un idéal, les résultats suivent toujours. Mais au moment d'aborder la préparation de ce match d'une exigence extrême, l'environnement n'est pas favorable à la performance.

Beaucoup d'interrogations sur les plans technique et tactique sont loin d'être levées dans la mesure où la liste publiée par le sélectionneur n'a pas fière allure. La préparation ayant été perturbée à cause des incertitudes liées à la participation des footballeurs de la diaspora. Avec des forfaits en cascade des joueurs et non pas les moindres, les Diables rouges s'apprentent à vivre une rencontre très mouvementée.

Ceux qui savent lire entre les lignes attribuent ces absences à la note ministérielle supprimant la prime de présence. Et il ne fait aucun doute que l'équipe que va aligner le sélectionneur des Diables rouges, le 18 juin, au stade Alphonse-Massamba-Débat, suscitera la curiosité de cette cinquième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations. Jouer contre le Mali n'est pas une mince affaire. Surtout qu'il a été démontré que l'on ne pourrait gagner cette rencontre aussi décisive en comptant sur un miracle.

Il faut avoir du répondant, une ossature de qualité et une profondeur de banc. N'ayant pas rempli ces critères, l'on se demande aujourd'hui comment cette sélection, dépourvue de ses meilleurs éléments, pourrait tenir la dragée haute aux Aigles maliens. Le risque est grand de voir l'équipe nationale vivre la soirée la plus cauchemardesque de son histoire sportive mais restons optimistes !

Les Dépêches de Brazzaville

GOUVERNANCE FINANCIÈRE

Un nouveau cadre d'exécution des politiques publiques en préparation

Le ministère du Plan, de la Statistique et de l'Intégration sous-régionale a ouvert, le 14 juin à Kintélé, dans le département du Pool, un atelier spécial pour préparer l'opérationnalisation du cadre général d'élaboration et de mise en œuvre des politiques publiques en République du Congo.



La ministre Ebouka Babackas (au centre) posant avec les participants à l'atelier/Adiac

Une cinquantaine de cadres relevant des ministères sectoriels et des institutions participe à la formation animée par des experts de la Mission d'assurance technique (MAT). Cette formation est initiée dans le cadre de la mise en œuvre du Plan stratégique 2020-2029 de la réforme du système de gestion des finances publiques. Le but étant de préparer des acteurs performants, capables d'élaborer de meilleurs plans stratégiques devant assurer, dès janvier 2024, le basculement dans le budget programme. « Il va de soi que les travaux de cet atelier s'inscrivent bien dans l'objectif de préparer chacun d'entre vous à être des acteurs performants dans l'élaboration des plans stratégiques en phase avec le basculement en budget-programme édicté par la loi organique n°36-2017 du 3 octobre 2017 », a souligné le ministre du Plan, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas.

Dans son mot de circonstance, le coordon-

nateur du Projet des réformes intégrées du secteur public (Prisp) a salué la tenue de l'atelier qui, selon lui, prépare une phase décisive dans gestion des finances publiques.

« Bien qu'il se tienne après la série des validations des rapports diagnostics stratégiques sectoriels des ministères pilotes, cet atelier participe au processus de mise en œuvre des politiques publiques à l'aune du basculement du mode de gestion du budget des moyens en budget programmes », a indiqué Thomas Bandia.

Rappelons que le Prisp est un projet cofinancé par le Congo et la Banque mondiale. Il a pour objectifs, entre autres, d'améliorer la mobilisation des recettes hors pétrole et la gestion des dépenses publiques, de moderniser la gestion de l'administration publique et d'accroître la transparence ainsi que la redevabilité en République du Congo.

Firmin Oyé

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Gombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint

Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

DISTRICT DE NGABÉ

Le projet agro-pastoral Kounzo++ulou sort de terre

L'ambitieux projet agro-pastoral initié par l'Eglise kimbanguiste du Congo pourrait s'étendre sur 98 800 hectares au village Kounzoulou, à Ngabé, dans le département du Pool. La saison test a déjà été lancée, sur 58 hectares, pour la production du maïs, d'arachides, du haricot, du riz et du manioc ainsi que l'élevage de 500 têtes de bétail (bovins, caprins).

Le projet agro-pastoral de Kounzoulou vient de recevoir à nouveau un accompagnement du gouvernement, qui a décidé de connecter cette localité au réseau de téléphonie mobile et à internet. À ce sujet, une délégation de l'Eglise kimbanguiste du Congo, conduite par la marraine du projet, la députée-maire de Kintélé, Stella Mensah Sassou N'Gusso, a été reçue, le 13 juin, à Brazzaville, par le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique, Léon Juste Ibombo.

En effet, deux antennes ont récemment été installées dans le site pilote, dont une à Kounzoulou-poste et une autre à Kounzoulou-centre. Une cérémonie officielle relative à la mise en service des deux infrastructures est prévue pour ce 16 juin,

en présence du ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Économie numérique.

Pour la députée-maire de Kintélé, un pas important a été franchi dans la réalisation de ce projet agro-pastoral dont les contours ont été présentés au chef de l'État. « Nous allons visiter les antennes qui ont été installées. Nous sommes heureux, parce que ce sont les orientations du président de la République qui ont été respectées (...) La prochaine étape c'est la visite pour voir comment les antennes ont été installées par les équipes du



Le ministre recevant la communauté kimbanguiste/Adiac

ministère des Télécommunications », a déclaré Stella Mensah Sassou N'Gusso. Les promoteurs de l'Eglise kimbanguiste ont été confortés dans leur projet de production agro-pastorale au cours de la ren-

contre avec le ministre des Télécommunications. L'initiative vise à booster la production locale et à répondre à la demande en légumes frais ou de la viande sans cesse croissante de la capitale, Brazzaville. Le

développement des plantations pourra mobiliser près d'un millier de producteurs à Kounzoulou et ses environs, d'après le révérend Voltaire Brice Etou Obami, le représentant de la communauté kimbanguiste.

Désormais connectée au reste du territoire et du monde à travers les communications électroniques, le village Kounzoulou connaîtra un essor des activités économiques.

Fiacre Kombo

« Nous allons visiter les antennes qui ont été installées. Nous sommes heureux, parce que ce sont les orientations du président de la République qui ont été respectées (...) La prochaine étape c'est la visite pour voir comment les antennes ont été installées par les équipes du ministère des Télécommunications »

CONSOMMATION

L'Aconoq va durcir les contrôles de qualité des produits

L'exécution du Programme congolais de l'évaluation de la conformité (PCEC) a été ajournée l'an dernier en raison des mesures d'allègements édictées par le gouvernement contre la crise alimentaire. Chargée de sa mise en œuvre, l'Agence congolaise de la normalisation et de la qualité (Aconoq) a annoncé, le 13 juin, à Brazzaville, la reprise des activités du PCEC.

Le coup d'envoi de la reprise du programme visant à protéger les consommateurs a été donné par le directeur de cabinet du ministre du Développement industriel et de la Promotion du secteur privé, Émile Blaise Pascal Opangault. Pour montrer le caractère inclusif du programme, les représentants des associations des consommateurs, des importateurs et des organismes étatiques ont été associés à l'événement.

L'État a pris toutes les mesures pour s'assurer de la conformité des marchandises embaquées à destination du Congo, a indiqué le directeur général de l'Aconoq, Jean Jacques Ngoko Mouyabi. « Il appartient au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer la protection des consommateurs. L'adoption des lois, qui a permis de mettre en place le PCEC, est la preuve que le gouvernement n'a pas dérogé à cette obligation noble », a-t-il affirmé.



Les parties prenantes à la relance du programme/Adiac

Les nombreuses saisies de produits impropres opérées ces dernières années prouvent l'ampleur du risque sur la santé de la population. Le pays ne

dispose malheureusement pas des moyens techniques et opérationnels efficaces pour assurer l'évaluation de la conformité au cordon douanier de toutes

les cargaisons à l'arrivée. Le PCEC constitue un instrument de protection des consommateurs.

Le programme permettra aus-

si au pays de faire face à la concurrence et de valoriser les produits made in Congo. Avec l'arrivée de la Zone de libre-échange continentale africaine, a ajouté Jean Jacques Ngoko Mouyabi, de nombreux pays du continent vont intégrer, dans leur stratégie de développement, les problématiques liées à la normalisation et l'évaluation de la conformité.

F.K.

« Il appartient au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour assurer la protection des consommateurs. L'adoption des lois, qui a permis de mettre en place le PCEC, est la preuve que le gouvernement n'a pas dérogé à cette obligation noble »,

LUTTE CONTRE LE CHANGEMENTS CLIMATIQUE

Les panafricanistes de l'Anua/RC planchent sur le sujet

La lutte contre les changements climatiques a été au centre des assises de la deuxième édition du Café panafricain organisée par l'Association nationale de l'union africaine de la République du Congo (Anua/RC) en fin de semaine dernière.

L'Anua/RC, structure panafricaine d'orientation de la jeunesse et de vulgarisation de l'agenda de l'Union africaine, pour tracer sa feuille de route, s'est largement inspirée des précieux conseils, des actions panafricaines et du leadership écologique du président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, pour mener son combat.

Sa deuxième réunion a eu pour but de démontrer la nécessité de faire intervenir la génération Z, c'est-à-dire les plus jeunes, dans l'une des questions les plus préoccupantes du siècle, à savoir la lutte contre les changements climatiques. Mais aussi de faire remarquer que sans l'engagement de l'homme d'Etat, écrivain et panafricaniste Denis Sassou N'Guesso dans la lutte contre les changements climatiques et la préservation de la biodiversité, le projet villages ado-écologiques, inspiré, d'une part, de la série de bandes dessinées sur le Gondwana, publiée aux éditions Les portes du Soleil, dans la collection Jeunesse et, d'autre part, des réflexions pertinentes tirées de l'essai écologique « L'Afrique : enjeu de la planète, les défis du développement durable », aux éditions Jacques Marie Lafont, le projet salutaire dénommé « Villages ado-écologiques » n'aurait jamais vu le jour.

Au cours de ces retrouvailles, Ramsès Bongolo a indiqué qu'un examen attentif de l'univers panafricain leur a emmené à penser qu'il existe trois



Les membres de l'Anua RC/DR

sortes de panafricanistes des idéalistes, des pragmatiques et des illuminés. Les panafricanistes idéalistes sont des utopistes, de grands rêveurs qui pensent plus qu'ils n'agissent. Leur champ d'action est la pensée et l'onirisme. Le domaine de l'écriture est aussi l'une des voies favorites des panafricanistes idéalistes. Nul doute qu'ils portent l'Afrique dans leur cœur, que leurs intentions sont sincères. Mais il n'en demeure pas moins vrai que leur engagement est beaucoup plus virtuel que réel, mental que physique, a-t-il dit.

Passer des énergies fossiles aux énergies renouvelables et durables

C'est par l'adage d'un sage africain qui stipule « Un traumatisme peut inspirer l'excellence » que le secrétaire exécutif national de l'Anua/RC, Patrick Michel Ray Ondaye, a commencé son mot d'ouverture de la deuxième édition du Café panafricain. Pour lui, la planète est blessée, le globe terrestre est grippé, les changements climatiques en disent long. D'où, des décisions doivent donc être prises et des solutions trouvées et appliquées. Et certaines d'entre elles passent inexorablement par le reboisement ; la réduction d'émission de la dioxyde de carbone par les véhicules, les avions et les grandes industries ; la conservation des ressources halieutiques ; le pas-

sage des énergies fossiles aux énergies renouvelables et durables, etc. D'autres solutions, a-t-il poursuivi, passent, fort heureusement, par le canal de l'instruction, de l'excursion et de l'innovation. Primo, instruction à la communion avec la terre et au développement de la conscience écologique. Secundo, excursions touristiques par le canal du scoutisme écologique et visites guidées sporadiques dans une nature sauvage, donc une nature qui n'a encore jamais été exploitée ou modifiée par l'homme, à l'exemple des forêts des parcs Nouambalé-Ndoki et Odzala. Tertio, innovation à travers l'implantation dans les quatre directions de la République du Congo des vil-

lages ado-écologiques. « Nul besoin d'être un grand clerc pour devenir l'étonnement de certains auditeurs devant la caractérisation ou la qualification de panafricaniste accordée au président Denis Sassou N'Guesso, personnage public plus connu pour son travail d'homme d'Etat que pour son engagement au service de l'Afrique, son talent littéraire – car, auteur de plusieurs ouvrages de réflexion – et son penchant paralittéraire – à travers la bande dessinée », a-t-il déclaré. Avant d'ajouter que ce Café a également pour but de révéler la nature, le côté profondément panafricaniste de l'homme de caractère qui est Denis Sassou N'Guesso...

Plusieurs panelistes sont intervenus au cours de ces retrouvailles, à l'instar du Pr Théophile Obenga, sur le thème « La définition du panafricanisme » ; Trepassé Aprederme Kongo sur le thème « Le rôle majeur du panafricaniste Denis Sassou N'Guesso dans la résolution des conflits continentaux et sa participation aux projets d'intégration régionale et sous-régionale » ; Anicet Douniama sur le thème « Le récit de l'engagement de Denis Sassou N'Guesso, penseur d'une œuvre plurielle, historique et prospective au service de l'Afrique » ; et Willy Gom sur le thème « Sonnette d'alarme du président Denis Sassou N'Guesso face aux mutations fatales du temps ».

Bruno Okokana

AVIS DE RECRUTEMENT

La République du Congo a reçu du Fonds Mondial de Lutte contre le SIDA, la Tuberculose et le Paludisme, une subvention qui sera mise en œuvre sur la période 2021-2023. Elle a pour but de contribuer au renforcement des réponses nationales contre l'épidémie à VIH/SIDA et la tuberculose. La subvention Le projet sera géré par le PNUD comme Principal Récipiendaire et mis en œuvre dans le cadre d'un large partenariat par le Ministère en charge de la santé à travers ses structures telles que la Direction Générale des Services et Soins de santé (DGSSSa), la Direction Générale de la Population (DGPOP), les programmes nationaux (PNLS et PNLT), la CAMEPS, le LNSP, la Direction de l'Information Sanitaire, de l'Evaluation et de la Recherche (DISER), entre autres. Le CNLSE sera aussi associé dans le cadre d'un partenariat. Par ailleurs les activités communautaires sont mises en œuvre par le RENAPC en tant que sous-récipiendaire.

La tuberculose touche de façon disproportionnée les populations les plus pauvres de la société et ses effets en termes d'aggravation de la pauvreté affectent lourdement les personnes déjà vulnérables. La nouvelle stratégie de lutte contre la tuberculose de l'OMS, « Mettre fin à la tuberculose », fixe trois objectifs pour mettre fin à la tuberculose d'ici 2035. Il s'agit de réduire la mortalité de la tuberculose et l'incidence de 90% et 95% respectivement et éliminer les coûts catastrophiques pour les malades tuberculeux et les ménages auxquels ils appartiennent.

Les malades tuberculeux et les ménages auxquels ils appartiennent supportent souvent des coûts importants liés à la maladie ainsi qu'à la recherche et à la réception de soins de santé. Ces coûts peuvent faire obstacle à l'accès et à l'observance du traitement, ce qui peut nuire aux issues thérapeutiques pour le malade et accroître le risque de transmission de la maladie. Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, les malades tuberculeux font face à des coûts, qui en moyenne atteignent la moitié de leurs revenus annuels.

Au Congo, aucune étude sur la charge supportée par les patients atteints de la tuberculose n'a été menée, d'où la nécessité de mener cette étude. C'est dans ce cadre que le Programme National de lutte contre la Tuberculose recrute un enquêteur principal pour la réalisation de cette étude.

Lieu de l'enquête : Congo, sur toute l'étendue du territoire national.

Durée du contrat : 180 jours ouvrables.

Sélection du consultant

- La méthode de sélection du consultant sera basée sur la qualification du Consultant ;
- Seront qualifiés les candidats qui auront obtenu la note de 70 points sur 100 de la proposition technique ;
- Le consultant ayant obtenu le score le plus élevé sera invité pour la négociation du contrat.

Dépôt des candidatures : Pour postuler, veuillez transmettre par votre dossier, à l'attention de Monsieur le Directeur du PNLT, par courrier électronique à l'adresse hardainokombi@gmail.com ou le déposer au Programme National de Lutte contre la Tuberculose avec comme objet : « Candidature pour le poste de l'investigateur principal pour l'Enquête sur les coûts catastrophiques pour les personnes atteintes de la tuberculose

» en joignant votre dossier complet de candidature (CV + lettre de motivation + copie(s) légalisées des diplôme(s) + copies des certificats de travail), au plus tard le 27 Juin 2023 à 12 heures au contact suivant : Programme National de Lutte contre la Tuberculose (Enceinte des grandes endémies, Boulevard Denis Sassou Nguesso).

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

Seules les candidatures retenues seront contactées.

Toute offre soumise après ce délai sera automatiquement rejetée.

Date limite de dépôts des candidatures : 27 Juin 2022 à 12 heures.

NB : Les TDRs complets de tous les postes peuvent être retirés au Programme National de Lutte contre la Tuberculose (Enceinte des grandes endémies, Boulevard Denis Sassou Nguesso).

Fait à Brazzaville, le

**Le Directeur du Programme National de lutte contre la tuberculose
Pr Ag Franck Hardain OKEMBA-OKOMBI**

RÉINSERTION DES JEUNES

Les travaux du centre d'Aubeville avancent normalement

Les travaux amorcés dans le centre d'insertion et de réinsertion des jeunes à Aubeville, dans le département de la Bouenza, intègrent la vision du gouvernement de répondre à la problématique de la prise en charge de la jeunesse. Le but étant de former les jeunes déscolarisés ou en décrochage scolaire, les sans-emplois ou désœuvrés... aux divers métiers.

Un mois et demi après le lancement des travaux par le ministre en charge de la Jeunesse, Hugues Ngouélondélé, le chantier donne déjà les premiers signes de satisfaction. Vingt nouveaux bâtiments vont y être construits et neuf autres anciens seront réhabilités. « L'ensemble des bâtiments est en train d'être réhabilité. Il y a six bâtiments de dortoirs, deux pour la restauration et un autre pour le bloc sanitaire. Les travaux avancent normalement. Par contre, il y a une vingtaine de bâtiments à construire pour transformer ce site. Nous avons déjà commencé avec la première étape », a expliqué l'un des ouvriers de la société choisie pour la construction et la réhabilitation.

La mise en valeur de ce site prend forme grâce à la construction des bâtiments pour les salles de classe, d'infirmier, de stockage de vivre frais... Le mur de clôture s'étalant sur neuf hectares est en voie d'achèvement. « Nous sommes en charge de la construction du mur sur le site d'Aubeville. 80% des tra-



Hugues Ngouélondélé et ses invités visitant le chantier Adiac

voux sont déjà réalisés pour une clôture longue de 1500 m et trois mètres et demi de hauteur. En prévision, il y a

les fils barbelés et des enduits », a commenté l'autre.

Chris Mburu, le coordonnateur résident du système des

Nations unies, s'est dit très impressionné par l'état d'avancement des travaux. « Ce que j'ai vu m'a beaucoup mar-

Ce que j'ai vu m'a beaucoup marqué parce que c'est un projet vraiment inspirant fait par le gouvernement congolais. Nous sommes ravis d'être associés. Comme vous le savez, le système des Nations unies travaille beaucoup dans le monde sur les questions de la jeunesse »

qué parce que c'est un projet vraiment inspirant fait par le gouvernement congolais. Nous sommes ravis d'être associés. Comme vous le savez, le système des Nations unies travaille beaucoup dans le monde sur les questions de la jeunesse », a-t-il indiqué.

La prise en main effective des jeunes reste donc un défi majeur. « On va discuter avec les agences des Nations unies qui sont des experts et réfléchir sur comment accompagner le gouvernement congolais dans ce travail. Il nous a invités pour nous montrer ce qu'il a commencé et qui est presque terminé. Notre rôle est de l'accompagner dans le département. Ici, on voit déjà le développement », a-t-il ajouté. Selon lui, les jeunes déscolarisés ou en décrochage scolaire et en manque d'encadrement parental qui bénéficieront d'une formation dans ce site seront des citoyens utiles. Visiblement, la réalisation du projet va donner une seconde chance aux enfants égarés.

James Golden Eloué

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

La Halc pour les examens d'Etat sans fraude

Lors du lancement des épreuves du baccalauréat technique, le 13 juin, la Haute autorité de lutte contre la corruption (Halc) a fait la ronde des centres pour une opération dénommée : « Zéro faute pour zéro fraude aux examens d'Etat, bannissons la corruption au Congo ».

Bien avant les épreuves écrites du baccalauréat technique, le département de la prévention, sensibilisation et communication de la Halc a déployé des gadgets dans tous les centres d'examen sur toute l'étendue du territoire national pour sensibiliser l'ensemble de la communauté éducative, candidats, jury, surveillants. « Il nous faut des examens d'Etat avec zéro faute ou zéro fraude », a fait savoir Germain Loubota, chef dudit département.

Les 17 719 candidats au baccalauréat technique passent donc les épreuves sous surveillance de la Halc, qui s'est, le premier jour de l'examen, ralliée aux membres du gouvernement pour effectuer la ronde des centres de Brazzaville, afin de s'assurer que l'initiative a de l'impact sur le terrain. A cela, se sont ajoutés des rapports dressés par des délégués qui sont dans l'ar-

rière-pays, faisant état de la dissuasion des candidats qui avaient l'intention de passer à l'acte.

Il convient de souligner que l'initiative en cette période d'examens d'Etat n'est pas la première du genre. En décembre dernier, le président de la Halc, Emmanuel Ollita Ondongo, et les ministres en charge de l'Enseignement général et technique ont mené une campagne de sensibilisation à la lutte contre la corruption et la fraude scolaire à l'endroit de toute la communauté éducative.

La Halc, rappelons-le, a la responsabilité de prévenir et combattre la corruption, la concussion, la fraude et les



Des équipes de la Halc sur le terrain Adiac

« Zéro faute pour zéro fraude aux examens d'Etat, bannissons la corruption au Congo »

autres infractions assimilées. Le milieu éducatif n'est pas épargné dans le cadre de ce combat qui nécessite l'implication de tous les Congolais.

Rominique Makaya



PORT AUTONOME DE BRAZZAVILLE
ET PORTS SECONDAIRES

DIRECTION GENERALE

TERMES DE RÉFÉRENCE (TDR) POUR LA RÉVISION D'UN MANUEL DE PROCÉDURES ADMINISTRATIVES, COMPTABLES ET FINANCIÈRES POUR LE PORT AUTONOME DE BRAZZAVILLE ET PORTS SECONDAIRES (PABPS)

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Le Port Autonome de Brazzaville et Ports Secondaires (PABPS) créé par ordonnance N°04/2000 du 16 février 2000, suite à la scission-dissolution de l'Agence Trans congolaise de Communication (ATC), est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC). Il est doté de la personnalité civile, de l'autonomie financière et de gestion et est administré par un conseil d'administration.

Sa mission principale est de coordonner l'activité de l'ensemble des services publics et privés intervenants dans les limites de sa circonscription territoriale et de veiller à la protection de son environnement.

Dans le cadre de la consolidation des acquis et du renforcement des capacités, le PABPS veut se doter d'un outil de référence qui décrit, comme pour toute organisation professionnelle, les procédures de gestion administrative, financière et comptable. En 2012 un manuel de procédures avait été élaboré, et depuis lors cet outil est resté non actualisé et même non révisé, ce qui le rend caduque et presque inadapté au contexte actuel. Cet outil n'étant pas statique, il est impératif pour le PABPS de l'actualiser ou le réviser pour tenir compte de l'évolution de ses activités, et le mettre en conformité avec les modifications du plan organique intervenues depuis l'année 2015.

A cet effet, la direction générale du Port Autonome de Brazzaville et Ports Secondaires se propose de recourir aux services d'un consultant externe ayant pour point focal, le département audit et contrôle interne du PABPS.

II. OBJECTIF DE L'ETUDE

Objectif général

La consultation a pour objectif de réaliser le diagnostic du système en place et des capacités de gestion administrative, comptable et financière du PABPS en vue d'actualiser le manuel de former son personnel sur les règles et procédures de gestion administrative, financière et comptable. Doter le PABPS d'un manuel de procédures administratives, financières et comptables répondant aux normes et aux missions du PABPS.

Objectifs spécifiques

Faire un état des lieux des procédures, règles et outils de gestion administrative, comptable et financière existantes au sein du PABPS, que celles-ci soient écrites ou non;
Elaborer un manuel de procédures adapté aux besoins et aux capacités du personnel évoluant au PABPS, en faisant la description des tâches de chaque direction, département et division et en se référant aux fiches de postes existants;
Décrire clairement le système de gestion et les outils à mettre en place pour améliorer les aspects organisationnels, la gestion comptable, financière et administrative;
Former les membres du PABPS sur le manuel et à l'application effective des procédures et règles de gestion administrative, comptable et financière;
Former le personnel du PABPS sur le contenu du manuel et sur l'importance des différentes règles.

III. TACHES DU CONSULTANT

Analyser les règles et procédures internes existantes ou tacitement appliquées au sein du PABPS;
Faire un rapport de ce premier état des lieux;

Faire valider ce manuel par la direction générale du PABPS;

Produire un rapport de formation détaillé comportant le manuel des procédures, le déroulement de la formation, les résultats de l'évaluation des acquis des participants, les modules de formation et les recommandations.

IV. RESULTATS ATTENDUS

Rapport diagnostic de l'existant en terme de procédures administratives;
Manuel de procédures administratives, comptables et financières du PABPS écrites, actualisé et adapté aux capacités du personnel du PABPS;
Formation du personnel à l'utilisation du manuel;
Application effective des procédures administratives, comptables et financières par le personnel du PABPS;
Mise en place du système de classement et d'archivage, tenu à jour de façon sécurisée (à l'abri des pertes de documents, des termites ou de tout autre risque).

V. METHODOLOGIE

La méthodologie proposée par la Direction Générale du PABPS par le biais du département audit et contrôle interne au consultant doit prendre en compte tous les aspects pour l'élaboration de ce document tout en définissant les modalités de travail. L'élaboration de ce document doit être répartie en module afin de faire une bonne description de chaque activité tels que :

Module 1: La gestion administrative, financière et comptable;
Module 2 : exploitation portuaire ;
Module 3 : gestion des infrastructures et équipements ;
Module 4 : gestion du domaine portuaire ;
Module 5 : gestion de la sécurité, de la sûreté des biens et de personnes.

VI. PROFIL DU CONSULTANT

Le PABPS souhaite confier l'élaboration du manuel de procédures à un consultant (personne morale ou physique) spécialisé dans le domaine de l'audit financier et comptable ayant une bonne connaissance en matière de gestion des activités portuaires et/ou de transport fluvial.

Ce consultant devra justifier :

- D'une expérience d'au moins 10 ans dans la rédaction des manuels de procédures et dans le coaching des organisations privées et publiques ;
- De la réalisation réussie d'au moins 3 missions similaires liées au développement des activités portuaires ;
- De l'inscription au tableau de l'ordre des experts comptables du Congo (ONACC)
- D'une connaissance suffisante de la réglementation en vigueur dans le domaine des transports fluviaux en République du Congo ;
- D'au moins 5 ans d'expérience dans l'accompagnement et le renforcement des capacités des entreprises publiques ou privées ;
- D'une expérience dans la formation et encadrement au sein des entreprises publiques ou privées.

VII. CONTENU DES OFFRES

a) Composition de l'offre technique
Description de la méthodologie et chronogramme détaillé d'intervention
Résumé des modules de formation proposés et le programme de formation
Curriculum vitae du personnel affecté à la consultation

b) Composition de l'offre financière
Honoraires du consultant (H/J, unité, nombre, coût unitaire, coût total)
Montant des débours : Perdiem et transports (H/J, unité, nombre, coût unitaire, coût total)

VIII. EVALUATION DES OFFRES

Les offres techniques seront évaluées comme suit :

Compréhension des TDR, approche méthodologique et chronogramme détaillé d'intervention : (25 points)
Qualifications et expérience du consultant : (50 points)
Résumé des modules de formation proposés et le programme de formation (25 points).

Les candidats ayant obtenu au moins 85 points à l'évaluation technique (note minimale) passeront à l'évaluation financière. Le candidat dont la proposition financière est la moins disante sera recommandé pour réaliser la consultation.

IX. DUREE DE LA MISSION

La durée de cette mission est de trois (03) mois

X. DISPOSITIONS FINALES

Les soumissionnaires restent engagés par les offres techniques et financières sur une période de 90 jours compter de la date limite de dépôt des offres;

Le PABPS se réserve le droit de ne pas donner suite à tout ou partie du présent appel d'offre ou de repousser la date limite de dépôt ;

Tout dossier déposé dans le cadre du présent appel reste la propriété du PABPS et ne pourra en aucun cas être rendu au soumissionnaire ;

Seul le candidat retenu sera systématiquement contacté. Il appartient aux autres candidats de prendre attache avec le PABPS pour avoir les informations sur les résultats du dépouillement ;

Le soumissionnaire retenu devra signer un contrat de prestation avec la direction générale du PABPS.

XI. DEPOT DES OFFRES

Les dossiers de candidature doivent être déposés physiquement au secrétariat de la direction générale du Port Autonome de Brazzaville et Ports Secondaires (PABPS), sis au n°2, allé des manguiers, dans l'enceinte du Port de Brazzaville, Centre-ville Brazzaville au plus tard avant le vendredi 14 juillet 2023 à 12h00.

NB : Aucun dossier ne sera accepté après cette date.

Pour toute information, contacter Monsieur Joseph SIMBA téléphone n° 06 661 29 17/05 509 78 90.

Fait à Brazzaville le 14 juin 2023

Le Directeur Général

Directeur Général

Daniel MOLONGANDZEYI

PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Louise Mushikiwabo milite pour l'adoption d'un indice de mesure de la vulnérabilité

Dans une tribune commise dans le quotidien *Le Monde*, la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), Louise Mushikiwabo, note que de plus en plus, des voix réclament une réforme du système multilatéral pour gérer au mieux leurs intérêts communs en tant que parties prenantes de la planète Terre.

Aux voix réclamant une réforme du système multilatéral, s'ajoutent celles des défenseurs d'un modèle de gouvernance qui mettrait au cœur de son action l'amélioration de la vie quotidienne de la population. Le plus souvent conçues au XX^e siècle, les institutions en place sont questionnées par l'amplification des bouleversements globaux provoqués, en particulier, par le réchauffement climatique et l'accélération technologique. Louise Mushikiwabo pointe ici un élément simple qui est la solidarité financière entre les pays les plus riches et les plus pauvres, organisée sur la base d'un indicateur unique, le niveau moyen de revenu par habitant. Si l'objectif était louable de combattre les inégalités de développement en classant les pays en fonction de leurs ressources monétaires pour prendre des mesures adaptées, la patronne de l'OIF trouve aujourd'hui que cette approche est désormais inadéquate.

L'ensemble des pays les moins avancés (PMA) et d'autres aux revenus plus élevés tels que les petits États insulaires en développement (PEID) deviennent extrêmement vulnérables aux chocs exogènes. Ce phénomène a été particulièrement mis en évidence par la pandémie de covid-19. Il invite à s'équiper d'un tableau de bord

plus performant, permettant de mesurer de manière juste et complète les vulnérabilités effectives des États afin qu'ils puissent construire leur résilience : « Adopter rapidement cet indice multidimensionnel commun reflétant les vulnérabilités spécifiques des pays en développement mais surtout le mettre en pratique ». En faire le nouveau levier de politiques de développement suppose, d'une part, sa reconnaissance par l'ensemble des institutions multilatérales, régionales et nationales du fi-

dramatiques, a-t-elle rappelé, citant l'Afrique de l'Ouest, les effets de la crise du covid-19 cumulés à ceux de la guerre en Ukraine, qui se traduisent par une insécurité alimentaire aiguë pour plus de 38 millions de personnes, tandis qu'une dizaine de millions d'autres sont directement menacées dans la sous-région. Selon les Nations unies, 80 % des pays en situation de surendettement ou à haut risque de le devenir sont des PMA ou des PEID. Sans marge de manœuvre budgétaire suffisante, ces pays ne pourront ni répondre aux

« Adopter rapidement cet indice multidimensionnel commun reflétant les vulnérabilités spécifiques des pays en développement mais surtout le mettre en pratique »

nancement du développement et, d'autre part, son utilisation effective pour guider l'allocation des ressources financières, notamment concessionnelles, vers les pays qui en ont le plus besoin, a poursuivi la cheffe de l'OIF. Les chocs exogènes qui affectent les pays les plus fragiles produisent des conséquences

crises, ni mener les investissements et les politiques nécessaires à la réduction de leurs vulnérabilités en matière de protection sociale, de diversification économique, de lutte contre la fracture numérique qui les affectent proportionnellement bien davantage que les pays développés, indique



Louise Mushikiwabo

Louise Mushikiwabo. Il en va de même pour ce qui concerne les défis liés au changement climatique. Bien que leurs émissions de CO2 soient jusqu'à quatre fois inférieures à la moyenne mondiale, les pays les plus vulnérables sont aussi injustement les plus exposés (catastrophes naturelles et événements météorologiques extrêmes), particulièrement en Afrique centrale et de l'Ouest, qui ont conduit à la proclamation d'un Etat d'urgence dans plusieurs pays et

gouvernements membres de la francophonie. « L'adoption d'un indice multidimensionnel de mesure de la vulnérabilité des pays en développement constitue une priorité pour la communauté internationale. Il ne s'agit pas uniquement d'une question de solidarité mais de sauvegarde de la planète, qui nous appartient et qui est la seule dont nous disposons », a conclu la secrétaire générale de l'OIF.

Noël Ndong

CRISE MIGRATOIRE

L'UE propose un renforcement de partenariat avec la Tunisie

La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, en visite à Tunis, le 11 juin, accompagnée de la cheffe du gouvernement italien et du Premier ministre néerlandais, a proposé un « renforcement du partenariat » avec la Tunisie.

Le plan inclut un soutien à la lutte contre l'immigration clandestine, avec une aide financière immédiate de 150 millions d'euros pouvant atteindre 900 millions d'euros à long terme, pour éviter un « cauchemar » migratoire. Dans une Tunisie en crise, ce geste de bonne volonté est vu comme étant conditionné à la question migratoire. « Nous sommes prêts à mobiliser jusqu'à 900 millions d'euros. Et, dans l'immédiat, nous pourrions fournir une aide budgétaire supplémentaire de 150 millions d'euros », a déclaré Ursula von der Leyen. L'Union européenne (UE) a proposé un

« avec la Tunisie comprenant une nouvelle aide financière. La visite de la présidente de la Commission européenne s'effectuait sous les bons offices de Giorgia Meloni, qui revenait en Tunisie « après une première visite axée autour du dossier migratoire et des conditions économiques de la Tunisie ». La présidente de la Commission européenne a affirmé travailler avec la Tunisie « sur un train de mesures qui repose sur cinq piliers », un renforcement des investissements en Tunisie, notamment en soutien au secteur numérique, des investissements dans l'exportation par la Tunisie d'énergies renou-

velables et l'extension du programme européen d'échange d'étudiants Erasmus à la Tunisie. Ce programme inclut également un soutien financier à la lutte contre l'immigration clandestine, le « business cynique » de l'immigration clandestine, pour laquelle l'UE fournira cette année à la Tunisie 100 millions d'euros pour le contrôle de ses frontières, la recherche et le sauvetage de migrants. Ursula von der Leyen a souhaité la signature d'un accord entre la Tunisie et l'UE d'ici au prochain sommet européen à la fin de ce mois. « Il est de notre intérêt commun de renforcer notre relation et d'investir dans la

stabilité et la prospérité, c'est pour cela que nous sommes là », estime-t-elle, disant agir au nom de la « Team Europe ». Elle était accompagnée dans sa visite par les Premiers ministres d'Italie, Giorgia Meloni, et de Néerlande, Mark Rutte. L'UE est le premier partenaire commercial et premier investisseur en Tunisie. Ursula von der Leyen a rappelé que l'Europe a « soutenu le parcours de la Tunisie dans la démocratie depuis 2011 et la Révolution qui a renversé le dictateur Zine El Abidine Ben Ali, une route longue et difficile ». La Tunisie est étranglée financièrement par une dette d'environ 80 % de son

produit intérieur brut et ne peut plus emprunter à l'étranger, ce qui entraîne des pénuries récurrentes de certains produits de base, comme la farine, le sucre et le riz, achetés et importés par l'État. Le pays est en difficultés pour parler avec le Fonds monétaire international pour un nouveau prêt de près de deux milliards de dollars. Mais les discussions achoppent sur le refus du président Kais Saïed de réformes comme la restructuration de la centaine d'entreprises publiques surendettées et la levée des subventions étatiques à des produits de base comme les carburants.

N.Nd.

NATIONS UNIES

Garantir la participation active des personnes handicapées

Afin de faire le point des actions menées depuis l'adoption, il y a 17 ans, de la convention relative aux droits des personnes handicapées, il s'est ouvert, le 13 juin à New York, la seizième session de la conférence des pays membres et parties signataires du traité.

Intervenant en premier lieu et parlant des progrès en matière de droits des personnes handicapées qui, selon lui, risquent de s'inverser, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a exhorté les pays à faire beaucoup mieux pour parvenir à une plus grande inclusion et à une meilleure accessibilité de cette catégorie de personnes à leurs droits. Ceci, en mettant sur pied une politique efficace afin de les protéger, d'autant plus que la convention marquait un moment décisif dans le chemin commun vers un avenir plus juste et plus inclusif pour tous. Cent quatre-vingt-six pays et 75 % des États parties ont adopté des lois garantissant l'intégration des élèves handicapés dans les écoles ordinaires.

« Une cascade de crises met en danger les progrès mon-



Les droits des personnes handicapées sont aussi des droits de l'Homme/DR

diaux visant à garantir les droits des personnes handicapées. Le monde compte plus d'un milliard de personnes handicapées, dont la plupart sont en âge de travailler et vivent dans les pays en développement », a ajouté le secrétaire général des Nations unies. Il a ajouté

que dans toutes les situations d'urgence, qu'il s'agisse de catastrophes naturelles, de pandémies ou de conflits armés, les personnes handicapées perdent la vie dans des proportions bien plus importantes. Or, chacun a le droit de vivre dans la dignité et de bénéficier des oppor-

tunités de la société.

Les personnes handicapées souffrent d'exclusion

Selon l'expertise onusienne, les handicapés souffrent d'exclusion et de marginalisation. Ils sont souvent les premiers à perdre leur emploi et les derniers à être

réembauchés. Par ailleurs, les femmes et les filles handicapées sont plus susceptibles de subir des violences et des abus, d'être confrontées à la discrimination et de rester piégées dans la pauvreté. Pour ce faire, les pays doivent veiller à la pleine inclusion et à la participation active des personnes handicapées dans toute leur diversité. C'est pourquoi, cette réunion doit mettre en évidence trois domaines dans lesquels des progrès doivent être réalisés dès maintenant, à commencer par l'amélioration de l'accessibilité numérique pour les personnes handicapées.

Elles doivent également bénéficier d'un accès égal aux services de santé sexuelle et reproductive.

Notons que cette rencontre de haut niveau prendra fin ce 15 juin.

Rock Ngassakys

NÉCROLOGIE



Rock Ngassakys, les familles Ibata, Akingou, Itoua, Lapouembe, Ndinga Eboua et Ndongo-Owando informent les parents, les amis et connaissances ainsi que le personnel du ministère du Plan du décès de leur père, fils, oncle et grand-père, Jean-Félix Ipemba, survenu le 8 juin 2023 par accident de circulation routière. La veillée mortuaire se tient au quartier Congo-Chine, rue Odzaton (arrêt-école) à Brazzaville. La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.

IN MEMORIUM VÉRONIQUE ONGUILI

15 juin 2016 – 15 juin 2023, voici sept (7) ans, jour pour jour, que le seigneur a rappelé à lui notre très chère grand-mère, mère, grande sœur la nommée Véronique Onguili.

La marche irrésistible du temps ne pouvant effacer le souvenir et la douleur de la disparition prématurée d'un être cher.

En cette date de triste anniversaire, les enfants Bombo et famille prient tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

Maman Véronique tes conseils, ta générosité, ton humilité et ton amour pour ton prochain resteront toujours en nous comme références.

Que ton âme repose en paix !



**UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

**LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE**

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

DÉCÈS JOHN FRU NDI

Des hommages se multiplient au Cameroun

L'opposant camerounais, John Fru Ndi, est décédé le 12 juin, à près de 82 ans des suites d'une longue maladie. Il était plusieurs fois candidat à la présidentielle. Au lendemain de sa disparition, des hommages se multiplient dans son pays.

« C'était quelqu'un de jovial, quelqu'un d'ouvert, qui aimait le contact, qui était un grand patriote, qui aimait sincèrement le Cameroun. Il l'a, d'ailleurs, démontré à deux reprises. La première, c'est quand il aurait pu, après les élections de 1992, aller vers une guerre civile. Tout le monde l'y poussait, y compris les cadres du SDF. Des gouvernements, comme celui de Sani Abacha, au Nigeria, voulaient absolument que le Cameroun bascule vers une guerre civile », a réagi le député national, Joshua Osih, premier vice-président du parti Social démocratique front (SDF), suite au décès du père fondateur de cette formation politique.

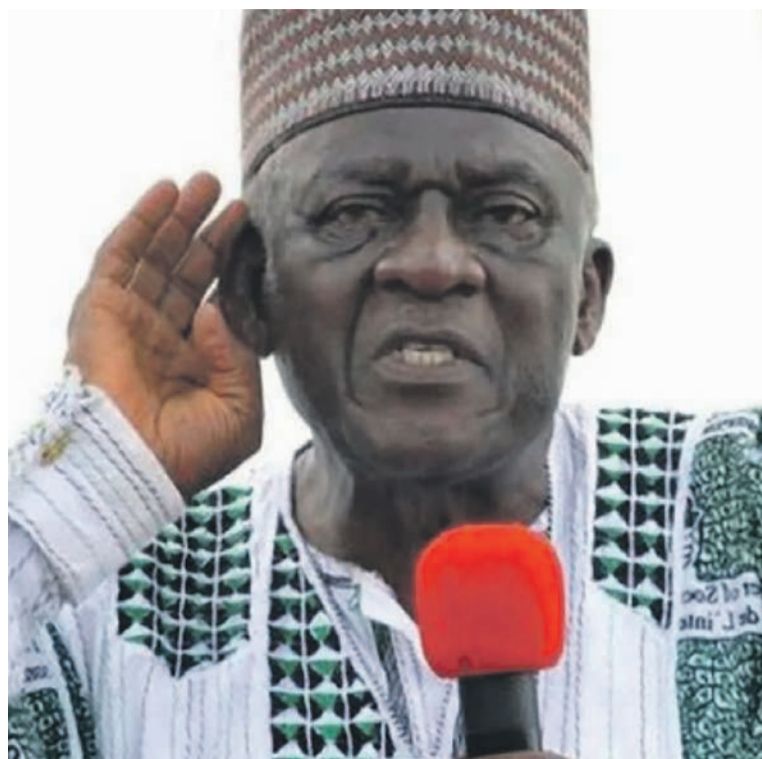
« Il a défendu les couleurs du parti à la présidentielle de 2018. Et il a dit qu'il ne gouvernera pas le Cameroun sur le sang des Camerounais. Et la seconde fois, c'est quand la sécession armée a démarré, ils ont voulu que le SDF soit la branche politique de cette sécession, ce qu'il avait fermement refusé. Et ça nous a valu toutes les attaques sur sa per-

sonne », a-t-il poursuivi.

Joshua Osih a conclu qu'il « a été enlevé deux fois par ces sécessionnistes et nous pensons que c'est ce qui a peut-être précipité son décès. Donc, naturellement, je suis très triste, je suis affligé même et j'essaie de remonter et de trouver nos courages pour affronter la situation ».

L'avocat Akere Muna connaissait le « chairman » du SDF depuis une soixantaine d'années. En 1990, avec son frère Bernard Muna, Akere Muna a participé, à Bamenda, à la rédaction des statuts du SDF. « Ce qu'il faudrait relever dans le contexte actuel aujourd'hui, quand on nous parle d'anglophones, francophones, quand vous voyez le score de Fru Ndi en 1992, lors de la présidentielle, c'est qu'il a eu plus de 30% pour un pays qui avait 20% d'anglophones », souligne-t-il, ajoutant : « Donc le pays, de façon assez extraordinaire, a voté pour un anglophone, unilingue ».

Il poursuit : « C'était quelqu'un avec un charisme extraordinaire. Quelqu'un de simple, l'homme du peuple, il pouvait comprendre où sont les



John Fru Ndi

routes, les mauvaises routes, où vivent les gens. L'histoire du Cameroun ne peut pas s'écrire sans son nom, comme quelqu'un qui a activement fait redémarrer le multipartisme. » C'est en 1990 que John Fru Ndi avait fondé le parti SDF et avait failli gagner la présidentielle de 1992.

Grégoire Owona, ministre du

Travail et de la Sécurité sociale, secrétaire général adjoint du Comité central du Rassemblement démocratique du peuple camerounais, le parti du président Paul Biya, a également salué la mémoire du défunt. « Au-delà de nos oppositions politiques, il aura été un grand patriote et un homme très pacifique qui aura contribué, à sa ma-

nière, à la construction de notre jeune démocratie. Je voudrais vraiment lui rendre hommage, parce qu'il a toujours été contre la violence et il a cru à la force des arguments beaucoup plus qu'aux arguments de la force pour accéder au pouvoir », a-t-il dit. Pour l'opposant Maurice Kamto, déclaré second à la dernière présidentielle de 2018, « les souvenirs se bousculent » dans la tête face à la disparition d'un homme qu'il qualifie d'« atypique, courageux et charismatique » qui a marqué d'une empreinte indélébile la lutte politique pour la liberté et la démocratie. Selon lui, John Fru Ndi a su « lever une espérance folle chez le peuple camerounais, en particulier dans les années 1990, et a contribué de manière décisive au retour du multipartisme au Cameroun ».

« Dieu seul sait à quel point le contexte de son combat était extraordinairement difficile. Merci pour le terrain préparé », a écrit, pour sa part, Libii, président du parti PCRN, proclamé troisième à la dernière présidentielle de 2018.

Yvette Reine Nzaba

TRIBUNE LIBRE

Combattre la pollution plastique

« Combattre la pollution plastique », tel est le thème de la Journée mondiale de l'environnement célébrée chaque année le 5 juin, depuis 1973. Son origine se trouve dans une résolution historique approuvée l'an dernier par 175 sur 193 États membres de l'Organisation des Nations unies visant à mettre fin à la pollution plastique et à conclure un accord international juridiquement contraignant qui sera prêt d'ici la fin de l'année 2024. Ce faisant, ils ont porté une action sur les Objectifs de développement durable (ODD) 13, 14 et 15 qui concernent respectivement la lutte contre les changements climatiques, la préservation de la vie aquatique et la protection de la vie terrestre.

Le plastique est principalement produit à partir de pétrole et de gaz, qui sont tous deux des combustibles fossiles. Plus nous produisons de plastique, plus nous avons besoin de combustibles fossiles, et plus nous intensifions la crise climatique. De plus, les produits en plastique créent des émissions de gaz à effet de serre tout au long de leur cycle de vie.

Le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) estime que plus de 400 millions de tonnes de plastique sont produites chaque année dans le monde, dont la moitié est conçue pour n'être utilisée qu'une seule fois. De cela, moins de 10% sont recyclés. On estime que 19 à 23 millions de tonnes se retrouvent chaque année dans les lacs, les rivières et les mers.

les microplastiques - de minuscules particules de plastique jusqu'à 5 mm de diamètre - se retrouvent dans les aliments, l'eau et l'air. On estime que chaque personne sur la planète consomme plus de 50 000 particules de plastique par an - et bien plus si l'on considère l'inhalation ajoute le PNUE.

« Nous sommes au milieu d'un raz-de-marée toxique et le plastique polluant notre environnement a un impact négatif sur les droits des personnes à un environnement sain, à la vie, à la santé, à l'alimentation, à l'eau et à un niveau de vie adéquat ». Ainsi se sont exprimés David R. Boyd, rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme et l'environnement, et Marcos Orellana, rapporteur spécial sur les substances toxiques et les droits de l'homme, au moment où le monde célèbre le 75e anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Avec la science et les solutions disponibles pour résoudre le problème, les gouvernements, les entreprises, les autres parties prenantes et chacun d'entre nous devront intensifier et accélérer les actions pour résoudre cette crise.

C'est en 1972, à la Conférence des Nations unies sur l'environnement tenue à Stockholm, en Suède, que la question du lien entre développement économique et dégradation de l'environnement a été abordée pour la première fois sur le plan international.

Le développement durable, défini comme un développement qui permet aux générations présentes de satisfaire leurs besoins sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs, appelle à bâtir un avenir inclusif, durable et résilient pour les êtres humains et pour la planète. A cette fin, il s'impose la nécessité d'harmoniser trois éléments essentiels, à savoir la croissance économique, l'inclusion sociale et la protection de l'environnement, nécessaires au bien-être des individus et des sociétés. Il est donc de notre responsabilité, en tant qu'acteur du changement, de nous assurer du suivi et du respect des engagements pris aussi bien au niveau international que national.

Au Congo, en réponse à cette problématique qui préoccupe la planète entière, le gouvernement, avec l'appui des agences des Nations unies, notamment le PNUD sur financement GEF à hauteur de \$4,890 000, a initié un programme de préservation de la mangrove, véritable puits de séquestration de carbone et de gestion durable des déchets, intégrant le plastique qui pollue le littoral congolais et à la base d'une mortalité importante des tortues marines.

De même que le pays a signé avec l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture un projet sur le renforcement des espaces dédiés à la production de bois énergie financé par l'Initiative pour la forêt d'Afrique centrale

(Cafi), à hauteur de 7 millions de dollars et un projet d'opérationnalisation et vérification d'un coût de 2 millions de dollars.

La République du Congo fait partie intégrante du Bassin du Congo, le deuxième plus grand puits de carbone au monde après l'Amazonie (au Brésil et dans d'autres pays). De plus, le Congo dispose, en partage avec la République démocratique du Congo, d'une vaste étendue de tourbière qui constitue un stock important de carbone qui participe à une meilleure régulation thermique de la planète, soutenue par l'important réseau hydrographique du fleuve Congo, deuxième au monde par son débit, qui couvre l'Afrique de l'Est et du centre. Les analyses montrent que la déforestation dans les pays du Bassin du Congo aurait un impact dévastateur sur la planète.

Durant cette décennie d'action, où l'accélération pour l'atteinte de la mise en œuvre des ODD reste une priorité pour tous, le système des Nations unies continuera à accompagner le Congo dans ses efforts de préservation de l'environnement dont son leadership est reconnu au niveau régional et à l'aider à passer d'une économie brune, essentiellement ayant pour base l'extraction du pétrole, à une économie verte durable qui servira le monde à travers la préservation de l'environnement.

Chris Mburu, coordonnateur résident du système onusien

JOURNÉE MONDIALE DU DONNEUR DE SANG

35% de transfusions en RDC proviennent des donneurs volontaires

L'humanité célèbre chaque 14 juin la Journée mondiale du donneur de sang. Le thème retenu pour cette année est «Sang, plasma : partageons la vie, donnons souvent».

Le don de sang en République démocratique du Congo (RDC) demeure faible, en deçà de 50%, malgré les efforts fournis pour augmenter le taux du don bénévole. « *Seulement 35% de transfusions réalisées proviennent des donneurs volontaires et non rémunérés, et ce, pendant que l'Organisation mondiale de la santé a fixé l'objectif de 80% d'ici à 2030* », a déclaré le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, le Dr Roger Samuel Kamba. C'est ainsi qu'il a appelé la communauté à la mobilisation pour donner plus de sang en vue de sauver des vies humaines. « *Tous ensemble, encourageons le don bénévole de sang car de nombreuses vies en dépendent. Mobilisons-nous, donnons notre*



sang et partageons la vie », a-t-il exhorté.

Revenant sur le thème de la Journée, il a fait savoir

que c'est une interpellation sur le rôle que doivent jouer « *les associations de dons volontaires pour*

Le ministre de la Santé, Roger Samuel Kamba encourager les donneurs à donner au moins trois fois l'an pour aider les hôpitaux à disposer de

stock de sang et produits sanguins nécessaires afin d'assurer une prise en charge prompte et efficace des malades en cas de besoin ».

C'est donc une interpellation à toute la population en général et aux donneurs bénévoles de sang en particulier sur la notion du partage et de régularité du don de sang, facteurs indispensables pour assurer la fidélisation des donneurs de sang, afin de garantir des nombreuses vies des nécessiteux de sang qui se comptent, par milliers, dans le pays. Le ministre de la Santé reste convaincu que le partage et la solidarité autour du don de sang créent un lien qui unit les donneurs de sang et les patients, socle d'une nation congolaise solidaire.

Blandine Lusimana

PAIX À L'EST DE LA RDC

Tergiversations autour du départ de la Monusco

Le départ de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco) est revenue sur la sellette à l'occasion du récent passage à Kinshasa du secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations unies (ONU) chargé du maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix.

L'officiel onusien qui a planché sur la question avec les autorités congolaises, le 13 juin, n'a pas manqué de leur faire part des préoccupations des Nations unies en rapport avec le retrait de leur contingent de la République démocratique du Congo (RDC). Ce qui est évident, c'est que les deux parties ont confirmé ce retrait dans les six prochains mois, conformément au plan endossé par le Conseil de sécurité des Nations unies, lequel prévoit le départ de la Monusco à l'horizon 2024.

À six mois de cette échéance, il était question de mettre les choses au point à travers un échange constructif en vue d'aboutir à une transition efficace. Les Nations unies, qui assurent travailler pour que cette transition se fasse le plus vite possible, tiennent à ce que le processus de retrait de leur mission de maintien de paix en RDC se fasse de manière responsable. Si pour les autorités congolaises il s'agit d'une étape historique, pour la Monusco, il est question d'avoir des garanties que le pays sera laissé dans des conditions optimales de sécurité.



Des casques bleus de la Monusco en patrouille

Jean-Pierre Lacroix est revenu sur les conditions posées par la Monusco quant à son départ pourtant déjà acté. Avant de quitter la RDC, la Monusco voudrait s'assurer notamment de la diminution du risque sécuritaire et de l'impact des activités des groupes armés, mais aussi de la montée en puissance de l'État

dans les territoires sous occupation. À cela s'ajoute le processus électoral en cours dont on ne sait pas présager un atterrissage en douceur au regard des tensions déjà perspectives. Bien plus, le processus Désarmement, démobilisation et réintégration, la protection des civils, le soutien aux capacités de l'État, notam-

ment à la réforme du secteur de sécurité et le soutien aux efforts régionaux y compris les déploiements régionaux, sont autant des chantiers sur lesquels la Monusco - en renouvellement de mandat jusqu'à décembre -, entend travailler en synergie avec le gouvernement.

À tout prendre, l'échéance de

2024 n'est qu'un repère, d'autant plus que rien n'est définitif. La Monusco partira-t-elle à l'échéance convenue? En tout cas, Jean-Pierre Lacroix est resté évasif à ce sujet, se contentant de dire qu'il appartiendra au Conseil de sécurité d'en examiner l'éventualité.

Alain Diasso

KINSHASA/GOMBE

Ipas sensibilise à l'inclusion des albinos dans la société

Près de deux centaines d'albinos, membres de la Fondation Mwimba Texas (FMT), ont assisté, le 13 juin, dans la commune de la Gombe, à un dialogue intergénérationnel initié par Ipas, une organisation internationale, en partenariat avec la FMT. La rencontre a été tenue en marge de la Journée mondiale de sensibilisation à l'albinisme célébrée chaque 13 juin à travers le monde.



Des participants au dialogue organisé par Ipas/Adiac

L'activité a permis à Ipas de sensibiliser la société congolaise ainsi que les albinos et leurs parents à l'albinisme ainsi que l'intégration des albinos dans la société, en vue de lutter contre la stigmatisation ou le rejet dont cette catégorie de personnes peut être victime.

En ouverture du bal, le président de la FMT, Glody Mwimba, a remercié l'organisation internationale Ipas pour cette initiative dont l'objectif est de créer une société inclusive où chacun a sa place et bénéficie de tous ses droits. « Nous vous remercions pour cette initiative qui rentre dans la continuité de cette mission que le fondateur de la FMT, le catcheur albinos et champion

d'Afrique, Alphonse Mwimba Texas, a donné à cette fondation », a-t-il souligné, relevant l'apport de cette organisation et de son fondateur sur l'acceptation des personnes vivant avec albinisme.

Un albinos n'est pas un sous-homme

Pour attirer l'attention de la société et des albinos sur l'albinisme et ses contours, plusieurs interventions ont été développées sur cette affection, qui est le manque de la mélanine dans le corps et qui fait que l'albinos est considéré comme une personne vivant avec handicap. Mais ces interventions ont également insisté sur le fait qu'un albinos n'est pas inférieur à un non-albinos, étant donné

qu'il a les mêmes capacités que ce dernier. Dans cette optique, Glody Mwimba a réitéré cet appel aux parents afin de bien encadrer leurs enfants albinos.

Le conseiller chargé de l'engagement communautaire chez Ipas, Patience Lisika Lisasi, le modérateur de cette activité, est intervenu pour présenter cette organisation non gouvernementale internationale qui lutte pour les droits sexuels des femmes. La première intervenante de ce dialogue a été la coordonnatrice de l'organisation « Un pas ensemble », Maïté, qui a parlé de l'albinisme et ses problèmes dans la société. Personne vivant avec albinisme, elle a relevé le constat sur l'igno-

rance de certaines conditions qui font, par exemple, que deux parents non albinos donnent naissance à un albinos. Elle est allée jusqu'à expliquer cette probabilité biologique.

Prêchant une société inclusive, elle a appelé les albinos à se faire utiles dans la société. Aux parents ayant des enfants albinos, elle a conseillé de bien les encadrer en les éduquant et en leur offrant l'amour nécessaire pour leur épanouissement.

Des témoignages des familles ayant des enfants albinos

Pour partager plus d'expériences dans le domaine de l'albinisme, le programme a prévu des témoignages des parents qui ont des enfants albinos ainsi que des personnes amélaniques elles-mêmes. Ceux-ci ont notamment relevé des frustrations que ces naissances ont créées dans leurs familles respectives. Il y a eu des mères qui ont avoué avoir été frustrées lors de ces naissances ou celles dont les maris ou les familles ont refusé ces enfants. Un albinos a témoigné sur la réaction de sa mère qui a refusé de l'allaiter pendant près de trois jours suivant sa naissance. D'autres ont témoigné sur la discrimination dont ils ont été victimes dans la société en cours de leur croissance.

Une loi en faveur des personnes vivant avec handicap

Severin Ndumba, albinos venu de Kisangani, a tablé sur la loi portant promotion et protection des personnes vivant avec handicap, une année après sa promulgation par le chef de l'Etat. Notant que cette loi a été l'initiative des associations des personnes vivant avec handicap, il a relevé les innovations et avantages apportés par ce texte au profit des personnes vivant avec handicap, particulièrement les albinos. Cette présentation a été suivie par une saynète d'imitation de voix présentée par l'artiste Marc Olivier Kalonji de la FMT, ainsi que par les témoignages des albinos qui ont émergé, par Célestin Bessembe, qui a cité certains noms dont les catcheurs Mwimba Texas et Ilunga Police Belge, ainsi que le ministre Thierry Mungala du Congo. Emmanuel Jidisa, de la FMT, au nom des albinos, a remercié Ipas pour cette initiative. Il a plaidé pour la multiplication de ce genre d'activités en vue de la création d'un monde effectivement inclusif. Toutes ces interventions ont appelé les albinos à l'autodétermination et l'auto-prise en charge en vue d'assurer leur intégration dans la société.

Lucien Dianzenza

CINÉMA

Des projections universitaires en prélude au Fickin 10

L'Université pédagogique nationale (UPN) et l'Université de Kinshasa (Unikin) recevront respectivement, les 16 juin et 23 juin, les deux premières rencontres préliminaires au Festival international de cinéma de Kinshasa, sur les quinze prévues dans des universités et espaces culturels jusqu'au mois d'août.

Dénommée « Prefickin Tour 2023 », la série de projections de films suivie de conférences-débats au sein des universités et espaces culturels de la capitale débute le 16 juin. La rencontre en trois heures, de 15h00 à 18h00, se tiendra dans la salle K2 de l'UPN. La thématique du jour, « Cinéma : passion ou métier ? » sera abordée par trois intervenants, en l'occurrence la professeure de cinéma, Arlette Masamuna, le coordonnateur de l'Expunrdc ainsi que le producteur et cinéaste Tshoper Kabambi.

Organisée à intervalle d'une semaine de la première, la deuxième entrevue avec les étudiants de l'Unikin, cette fois, aura lieu en matinée dans la salle du conseil facultaire de la Faculté des lettres et sciences humaines. L'échange du 23 juin est programmé à partir de 10h00 sur la même thématique que le précédent. Il sera conduit par le Pr Julien-Fils Mbwangi Mbwangi et le producteur-CEO de Tosala Films, Emmanuel Lupia. Par ailleurs, le Festival international de cinéma de Kinshasa (Fickin), souligne d'ores et déjà que « l'entrée est libre et gratuite » pour les deux séances et toutes celles à venir.

Prélude à la dixième édition du Fickin, co-organisée par Bimpa Production et l'association Ciné na Biso, du 14 au 21 octobre, les ciné-débats en milieu universitaire susmentionnés lancent un nouveau programme. « Nous avons au moins quinze dates de conférences-débats et projections dans différentes universités et espaces culturels entre juin-juillet et août », a expliqué au Courrier de Kinshasa Tshoper Kabambi, directeur de Bimpa Production. Initiateur du festival et gestionnaire de Ciné na Biso, le cinéaste a avisé que ces séances préliminaires au Fickin 10 sont organisées « en attendant le grand événement d'octobre ».

L'association Ciné na Biso co-organisateur

Soulignons que considéré comme le plus grand festival de cinéma de la ville, Fickin se tenait jusqu'ici au mois de juillet. Renvoyée à la mi-octobre, suite notamment à la tenue des IXes Jeux de la Francophonie qui mobilisent tous les esprits, la dixième édition du Fickin se tiendra sous la houlette d'un nouveau directeur, le jeune réalisateur Kevin Mavakala. L'inscription des films lancée fin jan-



vier et clôturée le 30 avril dernier, suivi du relooking du logo annoncé à la présentation du nouveau par Tshoper

Kabambi, le 2 avril, annonçait la couleur de Fickin 10. L'événement, à l'origine organisé par Bimpa Pro-

duction, s'est assigné comme objectif d'œuvrer pour « l'émergence, la visibilité et la promotion du cinéma en RD Congo ». Tout particulièrement, son nouveau directeur, Kevin Mavakala, l'inscrit dans la grande dynamique de « la popularisation du cinéma congolais auprès des Congolais en premier ».

Fickin se définit à ce jour comme « une manifestation culturelle » avant tout. À partir de cette dixième édition, l'association Ciné na Biso en est désormais co-organisateur. Il sied de rappeler qu'initié et organisé depuis son début, en 2014, jusqu'à sa neuvième édition l'an dernier par Bimpa Production, le festival dont la fourmi, symbole de force, de travail acharné, de détermination, de travail d'équipe et d'unité est l'emblème poursuit son objectif premier. En effet, comme l'a soutenu Tshoper Kabambi, Fickin tient mordicus à son ambitieux pari, mieux à « la mission de mettre en lumière la création cinématographique locale et internationale par le biais des projections des films, ateliers de formation, rencontres professionnelles et réseautages ».

Nioni Masela

FOIRE DU LIVRE DE BRAZZAVILLE

La première édition rend hommage à Benoît Moundélé Ngollo

Les éditions Ices, en partenariat avec Les Dépêches de Brazzaville et autres structures, organisent du 14 au 18 juin, la première édition de la Foire du livre de Brazzaville. Ce grand rendez-vous des acteurs de la culture met en valeur les grands noms de la littérature congolaise dont le poète et homme politique, Benoît Moundélé Ngollo.

Le lancement officiel de l'événement a eu lieu en présence de plusieurs écrivains et éditeurs. Il réunit les professionnels du livre, les éditeurs, les écrivains, les chefs d'établissement, les chercheurs et autres.

A en croire le commissaire général de cette première édition, Alain Kounzilat, la foire se veut une véritable semaine culturelle et une bibliothèque ambulante, à travers les rencontres des auteurs. « Ces rencontres sont une véritable semaine culturelle. Merci à tous les partenaires pour le soutien. Nous travaillerons pour que cela soit organisé chaque année afin de faire vivre le livre au Congo », a-t-il indiqué.

Le général Benoît Moundélé Ngollo a salué le fait que les organisateurs de cette rencontre culturelle le mettent en vedette. Il a, d'ailleurs, invité les Congolais à valoriser les œuvres des anciens écrivains comme Jean-Pierre Makouta-Mboukou, Tchicaya U Tam'si, Théophile Obenga, Jean-Baptiste Tati Loutard, Maxime N'Débeka, etc.

Au nom des éditeurs, Maurice Loubouakou a invité l'assistance et les acteurs de la culture congolaise à accompagner cette initiative afin d'encourager les



« Ces rencontres sont une véritable semaine culturelle. Merci à tous les partenaires pour le soutien. Nous travaillerons pour que cela soit organisé chaque année afin de faire vivre le livre au Congo »,

organisateur à la poursuivre et l'internationaliser.

Pour rendre plus vif le déroulement de cette foire, des rencontres et des tables rondes seront initiées. D'ailleurs, ce 15 juin, l'écrivain Dieudonné Antoine Ganga va développer le sujet portant sur « Le peuple

Kongo : ces clans et ces lois ». Le lendemain, Thierry Lorel parlera de l'impact du livre électronique dans les sociétés africaines. Juste après, Toussaint Siassia, Alain Kounzilat et Maurice Loubouakou animeront une table ronde sur la situation des librairies et bibliothèques

au Congo.

Le 17 juin, le thème sur les femmes dans la littérature africaine d'expression francophone sera au cœur du débat qui sera animé par Chantal Piya et Emma Mireille Opa-Elion. Le même jour, une table ronde sur les manuels scolaires et univer-

Le lancement de la foire du livre/Adiac sitaires sera animée par les Prs Armand Makany, Scholastique Dianzinga et Patient André Bokiba.

Le dernier jour sera consacré au rôle des médias dans la diffusion du livre ainsi qu'à la rencontre avec les écrivains Dieu-donné Antoine Ganga, Henri Djombo et Benoît Moundélé Ngollo.

Notons qu'au terme de cette édition, des prix seront décernés aux écrivains dont les œuvres seront discutées au cours des rencontres.

Rude Ngoma

THÉÂTRE

Quatre nouvelles dates pour « Transe infernale »

Un mois après le succès de la première du 12 mai à Wallonie-Bruxelles, la pièce de la Compagnie Ngemba théâtre est à l'affiche, le 16 juin, au Tarmac des auteurs, puis en juillet, au Congo et au Gabon.

La toute récente pièce mise en scène par Wedou Wetungani, Transe infernale, connaît déjà son petit succès. Il faut dire que le solo Sheila Nzutisa est loin de laisser indifférent le public. La première représentation du 12 mai dernier a fait grande impression sur les spectateurs réunis au Centre Wallonie-Bruxelles. Un large écho a été fait de l'interprétation du monologue de la jeune Masikini. Pas étonnant que la tragique histoire de l'adolescente devenue meurtrière, à la fois émouvante et révoltante, soit programmée ce week-end au Tarmac des auteurs.

La seconde représentation de Transe infernale à Kinshasa sera suivie de trois autres à l'étranger. En effet, trois dates sont déjà retenues le mois prochain. La création de la

Compagnie Ngemba Théâtre aligne trois dates entre le Congo et le Gabon. La pièce dépoussiérée du regretté dramaturge Nono Bakwa, décédé il y a plus de vingt ans à présent, en mai 2002 plus précisément, a fait un grand effet sur le public. L'Espace Yaro, à Pointe-Noire, l'a programmée sur ses planches, le 4 juillet dans la soirée. Le 6 juillet, Transe infernale sera jouée cette fois à Dolisie, à l'Espace Tiné, dans la soirée également. Puis, la Compagnie Ngemba Théâtre mettra le cap sur Libreville, pour le Festival international du théâtre gabonais (Fithéga). La grand-messe du théâtre, organisée depuis 2004 en partenariat avec le Théâtre national du Gabon, accueillera la troupe de Kinshasa la soirée



du 11 juillet.

Rappelons qu'en 2017, la Compagnie Mapend'O culture avait offert une version différente du monologue de Nono Bakwa, joué par cinq comédiennes à l'occasion de la Journée internationale des droits de la femme. La représentation de la création, dont Maguy Kalomba avait assuré la mise en scène, était interdite aux moins de 14 ans. Du reste, il sied de rappeler aussi qu'avant de jouer dans sa version personnelle de Transe infernale transformée en Trances infernals avec une distribution plus élargie, la directrice artistique de la troupe exclusivement féminine avait elle-même autrefois présenté un solo de la pièce de Nono Bakwa.

Nioni Masela

TOURNOI INTERNATIONAL DE TENNIS J30

Les tableaux des demi-finales dévoilés

Le public venu au Pôle de tennis de la Fédération congolaise de tennis a assisté, le 14 juin à Brazzaville, aux matches de haute facture au terme desquels les tableaux des demi-finales en simples messieurs et dames de la deuxième partie du tournoi J 30 se sont dégagés.

L'Indien Sarran Prakaash affrontera le Malgache Mirija Andriantefihassina. Le tennisman indien a profité de l'abandon de Hong Kui Lau (Hong kong), dès l'entame du premier jeu du premier set (15-15), pour se hisser dans le dernier carré. Le Malgache a pris le meilleur sur le Chinois Zhan Hang Ye en deux matches (7-5 et 6-4).

L'autre demi-finale opposera l'Américain Juan Carlos Portilla Morales au Britannique Yash Bahalkar. L'Américain a battu le Congolais Jean Paul Gloire Malouta par forfait. Le Britannique a pris le meilleur sur le Néerlandais Laurence Teunissen en deux manches (6-4 et 6-0). Chez les dames, la Marocaine Zineb El Mouttaki a dominé la Congolaise Monica Ruth Ntsiba en deux sets (6-0 et 6-0). Elle affrontera la Congolaise Cathérine



Yash Bahalkar s'imposant devant le Néerlandais Teunissen/Adiac

Ndeko qui l'a emporté devant sa compatriote Charline Kongo (6-0 et 6-0). L'Allemande Onalee Wagner a écarté l'autre Congolaise en deux manches (6-0

et 6-0). Elle affrontera la gagnante du match Charon Enjoy God Samba – Chimène Princillia Ondongo, toutes deux des Congolaises. Notons qu'il n'y a pas réellement de différence entre

le premier tournoi qui s'est achevé le 10 juin et celui qui se poursuit actuellement. Le vainqueur gagnera trente points et les joueurs dont l'âge varie de 13 à 18 ans

sont concernés. « La Fédération internationale demande à ce qu'on puisse faire deux à quatre tournois pour donner la possibilité aux joueurs de se rattraper. Celui-ci permet à ceux qui n'ont pas bien joué au premier tournoi de se rattraper. Il y a deux filles qui sont arrivées et deux garçons. Ils ont la chance de pouvoir participer au tournoi. S'il n'avait pas eu cette deuxième semaine, ils n'auraient pas pu jouer. Comme ils sont jeunes, il y en a qui font des études et qui ne peuvent pas forcément faire les deux tournois. Cela leur permet de faire soit le premier ou le second tournoi », a commenté l'Ivoirien Boniface Papa Nouveau, le directeur adjoint du tournoi

James Golden Eloué

EN VENTE

MATIERE DE LENTEUR
RECUEIL DE POESIE

Je réside dans les mots empruntés aux territoires faibles de la France ex-colonies de la poésie je réside dans les mots étroits, des mots chevilles qui me situent en langue intermédiaire entre deux pays m'appartenant deux pieds d'un homme à une tête.

Je réside dans les mots ennemis quand ne grande pas le tonnerre pendant l'hiver et que les kits scolaires disparaissent et entrent dans le confort de vie avec tant de barga.

Essentiellement poète Omer Massem est universitaire et acteur culturel. Il vit à Brazzaville en République du Congo. Il est l'auteur de "Le Contain sans manche" (2011), de "Ne plus voir, Paroles altières pour Jean-Baptiste Bokombo Samba" (2013), de "Les Fragments sauvagés" (2014), "Matière de lenteur", initialement publié en édition bilingue (français-français) en 2015, est son quatrième recueil de poésie.

15 €

les éditions +

Laurent TENGU

LE DROIT DES MARCHÉS PUBLICS DANS LES ÉTATS MEMBRES DE LA CEMAC
ÉTUDE COMPARÉE

ESSAI

Omer MASSEM

Ne laisse pas la nuit tomber sur tes épaules

POÈMES DES CINQ CONTINENTS

LES ÉDITIONS +

L'Harmattan

Roland BEMBELLY

Code des Hydrocarbures du Congo

Notes, commentaires, jurisprudence et éléments de droit comparé

ESSAI

Roch Cyriaque GALEBAYI

Le Commandant Marien Ngouabi
(1938-1977)

Un leader charismatique et un modèle pour l'Afrique

Préface du Dr Théophile OBENGA

Jacques N'GOULOU

Paradoxe de l'agriculture congolaise

Préface de Jean Jacques BOUYA
Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et des Grands Élevages

Noëly Galoy

Les Grandes Femmes sont faites de petites filles

Edilivre

Sorel Etang

L'université de la forêt
Avec les Pygmées Akas

NOUVELLES TERRES

pub

Rigobert Sabin BANZANI

Le droit de l'urbanisme au Congo
Stratégies publiques de maîtrise foncière et pratiques privées

ESSAI

Pacide MOUNDOUZO

PRÉSIDENTS ET MINISTRES DU CONGO-BRAZZAVILLE (1958-2021)

AVIS D'APPEL D'OFFRES

N°001/ECG/DG/2023

Pour l'approvisionnement des fournitures de bureau, des consommables bureautiques et des imprimés courants

La direction générale de Ecobank Congo lance un appel d'offres pour l'approvisionnement des fournitures de bureau, des consommables bureautiques et des imprimés courants.

Le dossier d'appel d'offres ou de candidature est à retirer à son siège social sis à la division EBS au rez de chaussée de l'immeuble Ecobank à Brazzaville et à Pointe-Noire à l'agence Ecobank Atlantic Palace au secrétariat du directeur général adjoint, entre 9h00 et 12 heures à partir du 12 juin 2023.

Les offres signées et cachetées devront être déposées au plus tard le 11 juillet à 16 heures 00.

Fait à Brazzaville, le 8 juin 2023

La Direction générale



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.

Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Goussou
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert
DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



SALON CONGO NA PARIS

La sixième édition s'ouvre le 30 juin

Les diasporas congolaises et africaines retrouvent en présentiel, Congo na Paris, le salon socio-économique et festival culturel se déclinant en cinq univers: business, tourisme, culture, dynamique sociale et gastronomie. Il se tiendra du 30 juin au 2 juillet à l'Espace Champerret, Paris dix-septième.

Présenté par les organisateurs comme étant le rendez-vous incontournable, Congo na Paris est érigé en Europe pour créer un pont entre les deux Congo ainsi que les diasporas congolaises et africaines, entre l'Afrique et la France.

Depuis 2017, le leitmotiv demeure la valorisation du bassin du Congo et de ses territoires d'Afrique centrale: "To tonga mboka, / littéralement en lingala, construisons le pays".

Les organisateurs partent de l'exigence d'un nouveau narratif suscité par les enjeux socio-économiques, démographiques et migratoires auxquels font face les deux continents, l'Afrique et l'Europe. Ils estiment qu'il est désormais primordial d'associer



les diasporas et la population locale à la recherche des solutions durables.

Pour ce nouvel espace de facilitation de partage et d'échange 2023, la promesse est faite par les organisateurs pour permettre aux experts, aux membres des diasporas congolaises, aux afro descendants et à tous les amoureux du continent africain de contribuer, lors de cette plate-forme de réflexion et de proposition, aux solutions permettant de redéfinir les relations entre l'Afrique centrale et l'Europe.

Marie Alfred Ngoma

VENTE DE DEUX PARCELLES AVEC TITRE FONCIER TRES BIEN SITUÉ

- Bacongo Notre-Dame de Rosaire près
de La Détente

- Massissia sur l'avenue Sébastien-Mafouta,
près de la station Total et de E2C

Contact : 05 300 99 97



ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



AUTO EMPLOI

Des jeunes formés en infographie reçoivent des kits de démarrage de leur activité

La remise officielle des équipements aux jeunes ayant appris l'infographie, dans le cadre du Projet de développement des compétences pour l'employabilité (PDCE), a eu lieu le 13 juin, au Centre d'éducation, de formation et d'apprentissage de maintenance industrielle, à Pointe-Noire.



Une bénéficiaire du fonds compétitif recevant ses équipements./Adiac

Après une formation de six mois en infographie en 2016 et 2019, les bénéficiaires ont reçu des équipements de démarrage de leur activité dans le cadre du fonds compétitifs mis en place par le PDCE pour aider les jeunes engagés dans l'auto emploi.

C'est à l'issue d'un processus de sélection lancé en direction de ces jeunes qu'ils avaient présenté leurs idées de projets, aidés dans cette démarche par une organisation non gouvernementale prestataire qui les a accompagnés dans la rédaction de leurs plans d'affaires qui ont été ensuite transmis à une autre pour la sélection. Ce n'est qu'après ce

reçus de Brazzaville et Pointe-Noire, 783 ont été jugés éligibles et susceptibles d'être financés, a dit Sosthène Mayoukou, responsable du Fonds compétitif au PDCE. En ce qui concerne le volet investissement et le fonds de roulement qui va s'en suivre, a-t-il ajouté, c'est de l'argent frais qui sera mis à leur disposition à travers les banques ou autres établissements financiers.

Les kits de démarrage reçus par ces jeunes comprennent un bureau moderne, un ordinateur, une imprimante, un appareil photo, une machine à reliure, un disque dur externe, des clés USB, des chaises... Un matériel suffisant

« Nous avons longtemps attendu ces kits. On commençait même à désespérer. Aujourd'hui, les équipements sont là et nous pouvons désormais commencer à exercer après notre formation. Et cela va nous permettre de nous autonomiser »

travail préliminaire que le comité de délibération du PDCE a approuvé le rapport du consultant. Ainsi, sur les 1010 plans d'affaires

pour démarrer déjà leur activité, a précisé Sosthène Mayoukou, exhortant les bénéficiaires à l'utiliser à bon escient.

En effet, sensibles aux difficultés qu'éprouvent les jeunes après leur formation, le gouvernement et la Banque mondiale ont décidé de mettre en place ce fonds compétitif qui va les aider dans l'auto emploi.

« Nous avons longtemps attendu ces kits. On commençait même à désespérer. Aujourd'hui, les équipements sont là et nous pouvons désormais commencer à exercer après notre formation. Et cela va nous permettre de nous autonomiser », a dit Blandine Divine Maranata, une des bénéficiaires du fonds compétitif. La remise des équipements de démarrage va se poursuivre avec les autres filières ou métiers pour lesquels le PDCE a formé les jeunes dans les deux villes que sont Brazzaville et Pointe-Noire. Signalons que le PDCE vise l'employabilité, l'acquisition et le renforcement des compétences à l'emploi et à l'entrepreneuriat pour les jeunes vulnérables vivant dans les zones urbaines de Brazzaville et de Pointe-Noire, afin d'améliorer leur insertion sur le marché du travail et leurs revenus. Il est cofinancé par le gouvernement congolais et la Banque mondiale.

Hervé Brice Mampouya

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés

SOCIÉTÉ
ÉCONOMIE
POLITIQUE
REFLEXIONS
ART, CULTURE, MEDIA
INTERNATIONAL
SPORT

COOPÉRATION

La BAD réitère son appui à la République du Congo

Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, s'est entretenu le 13 juin, à Abidjan, en Côte d'Ivoire, avec le président de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina, qui a réitéré l'appui financier de son institution au Congo.

« La chose la plus importante pour le président, c'est l'intégration régionale. Nous avons échangé nos vues sur la Zone de libre échange continentale africaine ; l'importance de l'industrialisation et de continuer à investir dans les infrastructures d'eau, d'assainissement, du numérique et de transport »,

« La chose la plus importante pour le président, c'est l'intégration régionale. Nous avons échangé nos vues sur la Zone de libre échange continentale africaine ; l'importance de l'industrialisation et de continuer à investir dans les infrastructures d'eau, d'assainissement, du numérique et de transport »

a déclaré Akinwumi Adesina répondant à la presse.

Selon lui, la BAD a réalisé, au cours des sept dernières années, des investissements dans le domaine des infrastructures estimés à quelque 44 milliards de dollars américains. Le corridor 13, un projet de route bitumée devant relier le Congo, la République centrafricaine et le Tchad, a également été au centre des échanges entre le chef de l'Etat congolais et le président de la BAD qui entend accompagner le Congo dans l'exécution des projets d'infrastructures et de développement des zones économiques spéciales.

Par ailleurs, le président de l'institution financière la plus importante d'Afrique a salué les efforts du Congo dans le redressement des équilibres macroéconomiques, conformément à ses engagements avec le Fonds monétaire international.

Christian Brice Elion



Denis Sassou N'Guesso et Akinwumi Adesina/DR

ÉVOCATION

La reconnaissance de la communauté culturelle à Sony Labou Tansi

Décédé le 14 juin 1995 à Brazzaville, il y a vingt huit ans, Marcel Ntsoni alias Sony Labou Tansi a reçu, le 14 juin 2023, un hommage de la communauté culturelle congolaise au Centre culturel éponyme.

C'est le directeur de cabinet de la ministre de l'Industrie culturelle, artistique et des Loisirs, Lis Pascal Moussodji, qui a patronné la cérémonie d'ouverture de l'événement placé sur le thème « De Marcel Ntsoni à Sony Labou Tansi ». Dans son mot de circonstance, il a reconnu l'immensité de l'œuvre culturelle et artistique de l'illustre disparu faite d'une dizaine de romans et récits, de plusieurs pièces de théâtre et de trois recueils de poèmes.

Pascal Moussodji a indiqué, par ailleurs, que « c'est une tâche pas trop facile que d'évoquer un homme pluridimensionnel comme Marcel Ntsoni dont la réputation a traversé les frontières au point de le hisser au rang des plus grands écrivains africains de son temps ».

Pour sa part, Nicolas Bissi, un des compagnons de Sony Labou Tansi, a fait un témoignage pathétique sur « l'homme du jour ». Il a édifié l'auditoire sur la thématique de la journée. Bissi dit avoir travaillé sur le plan artistique avec l'illustre disparu qui était, par plusieurs fois, son metteur en scène lors de ses représentations théâtrales.

Une cérémonie riche en sons et en couleurs tant les groupes musicaux et théâtraux ont alterné sur le podium entre des interventions. La communauté



Les participants à la cérémonie Adiac

culturelle a été marquée non seulement par une exposition photos mais également par la prestation des batteurs habiles de tam-tams qui esquissaient des pas de danses avec agilité.

Le député de la deuxième circonscription électorale de Bango, Vadim Osdet Mvouba, a rehaussé de sa présence l'éclat de cette cérémonie.

Qui a été Sony Labou Tansi ? Sony Labou Tansi est né de père de la République démocratique du Congo et d'une mère de la République du Congo. Aîné de sept enfants, Marcel Sony

apprend le français à l'école, puis étudie à l'École normale supérieure d'Afrique centrale. À partir de 1871, il enseigne le français et l'anglais à Kindamba, dans le département du Pool, puis à Pointe-Noire.

À la publication de son premier roman, *La vie et demie*, en 1979 en France, il choisit pour pseudonyme Sony Labou Tansi, en hommage à Tchicaya U Tam'si. Satire féroce de la politique fondée sur la torture, le meurtre et le culte de la personnalité, dénonciation de la dictature, ce roman se déroule dans un pays imaginaire, la Katamalanasia.

Dramaturge, fortement soutenu par le festival des francophones en Limousin, ses pièces de théâtre sont jouées en France, en Allemagne, en Italie et aux États-Unis. Il a dirigé la troupe du Rocado Zulu Théâtre, à Brazzaville.

En 1994, Il est radié de la fonction publique et son passeport lui est retiré à la suite de son opposition politique au président de la République d'alors, Pascal Lissouba. Affaibli par la maladie mais incapable d'obtenir le traitement adéquat en l'absence d'un passeport et d'une autorisation de sortie du pays, il meurt à l'âge de 47 ans, le 14 juin 1995, quatorze jours après son épouse Pierrette, morte le 31 mai 1995. Ce couple a laissé trois filles. .

Roger Ngombé

« C'est une tâche pas trop facile que d'évoquer un homme pluridimensionnel comme Marcel Ntsoni dont la réputation a traversé les frontières au point de le hisser au rang des plus grands écrivains africains de son temps ».